

Le patrimoine économique national en 2023

Une baisse due au repli des prix du foncier



Fin 2023, le patrimoine économique national s'est élevé à 18 674 milliards d'euros, en repli après huit années de croissance (– 4,2%, après + 5,7% en 2022 et + 4,8% en moyenne entre 2014 et 2022). Ce recul s'explique par la baisse des prix immobiliers tandis que dans le même temps les actifs et passifs financiers ont rebondi.

Les ménages détiennent les trois quarts du patrimoine national. Leur patrimoine net a baissé seulement légèrement en 2023 (– 0,9%). Pour les ménages qui sont détenteurs nets d'actifs financiers, la baisse de l'immobilier a été en partie compensée par le rebond de leur patrimoine financier.

Adrien BONOMO, Jeanne DEVINEAU
Institut national de la statistique et des études économiques – Insee

Code JEL
E60

Aurélien RAVARY
Banque de France

Parution simultanée avec *Insee Première* n° 2028 le 11 décembre 2024.

Avertissement : En 2024, les comptes nationaux passent en base 2020. Une présentation détaillée des révisions des sources et méthodes d'élaboration des comptes et leurs impacts sont disponibles sur le site [insee.fr](https://www.insee.fr).

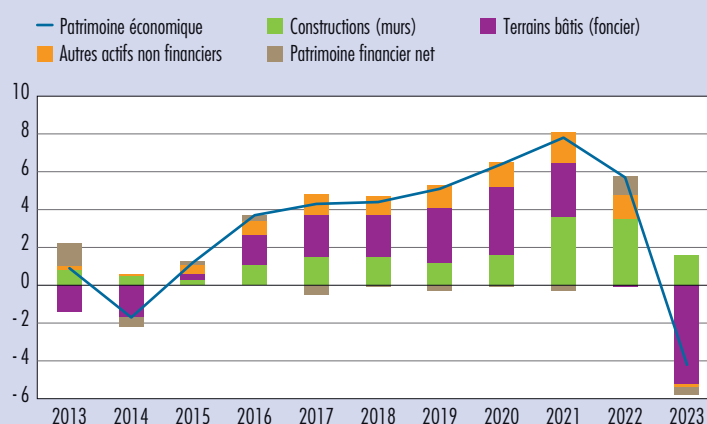
18 674 milliards d'euros

le patrimoine économique national
fin 2023

– 4,2%

la variation du patrimoine économique
national enregistrée en 2023

Évolution du patrimoine de l'économie nationale et contributions à l'évolution (évolution en %, contributions en points)



Lecture : Fin 2023, la construction contribuait pour 1,6 point à la croissance du patrimoine économique national.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

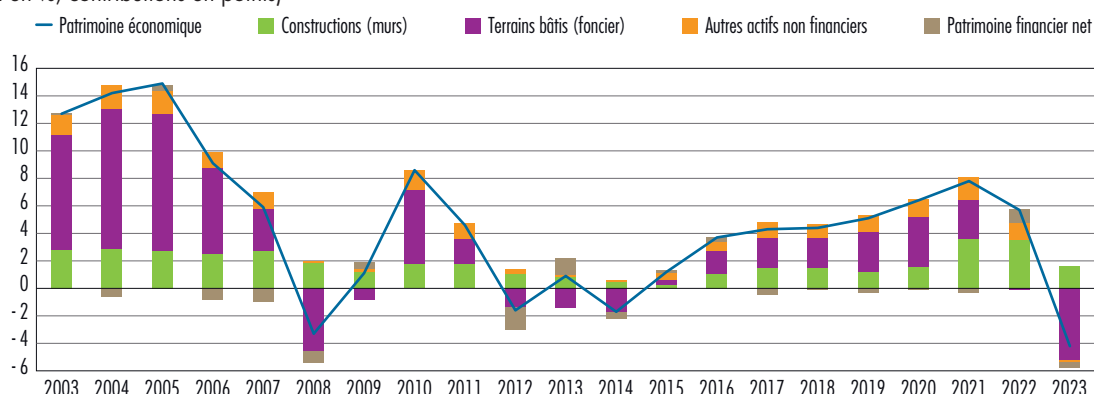
Fin 2023, le **patrimoine** (cf. encadré 2) économique national s'est élevé à 18 674 milliards d'euros en France, soit 8,1 fois le produit intérieur net de l'année, en base 2020 (cf. tableau 1). Le patrimoine s'est replié (– 4,2 %, après + 5,7 % en 2022 et une croissance annuelle moyenne de 4,8 % entre 2014 et 2022, cf. graphique).

Ceci est principalement dû à la baisse du prix des **biens immobiliers** (– 3,9 % selon l'indice Insee-Notaire), comprenant à la fois les constructions et les terrains sous-jacents : la diminution des prix des terrains (– 13,7 %) l'a emporté sur la hausse du prix des bâtiments (+ 3,8 %). En effet, les biens immobiliers étant le principal **actif** du patrimoine national, leur valeur influence fortement les variations de patrimoine, en particulier via le prix des terrains bâtis. Ceci est d'autant plus vrai pour les **ménages**, propriétaires d'une grande partie des logements, et dans une moindre mesure pour les administrations publiques, que pour les entreprises, qu'elles soient financières ou non. De 2016 à 2021, les terrains bâtis étaient le premier facteur de croissance du patrimoine total. En 2022, dans un contexte de fortes perturbations du marché immobilier, la très légère contraction du prix des terrains avait été plus que compensée par la hausse des prix de la construction.

Outre le recul du patrimoine immobilier, l'année 2023 a été marquée par un rebond des **actifs** et des **passifs** financiers nationaux, après leur baisse en 2022 (respectivement + 5,9 % et + 6,0 %, après – 2,3 % et – 2,6 %). Celui-ci est imputable pour une large part à la progression de la valeur des actions et parts de fonds d'investissement (contribution à la croissance du patrimoine de 3,4 points de pourcentage à l'actif et au passif en 2023, après respectivement – 3,1 points et – 3,0 points en 2022), sous l'effet de la reprise notable des cours boursiers (+ 15,3 % pour l'indice SBF 120 en 2023, après – 10,3 % en 2022). En 2023, les flux nets d'acquisitions d'instruments financiers ont un peu moins expliqué les variations des actifs et des passifs financiers qu'en 2022 (contributions de + 2,1 points à l'actif et + 2,2 points au passif en 2023, après + 2,4 points à l'actif comme au passif en 2022). Ils ont été davantage source d'évolution des actifs et des passifs financiers avant la pandémie de Covid-19, avec une moyenne annuelle des contributions de + 3,3 points à l'actif et au passif pour la période 2014-2019. Ces évolutions se traduisent dans chacun des secteurs institutionnels, avec des disparités résultant de la nature de leurs avoirs et de leurs engagements financiers. Au total, le patrimoine financier net de l'économie nationale s'est replié en 2023 à – 410 milliards d'euros, après – 324 milliards d'euros en 2022.

Évolution du patrimoine de l'économie nationale et contributions à l'évolution

(évolution en %, contributions en points)



Lecture : Fin 2023, la construction contribuait pour 1,6 point à la croissance du patrimoine économique national.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

T1 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2023

(encours en milliards d'euros ; évolution en %)

	Ensemble de l'économie nationale	Ménages ^{a)}	Sociétés non financières	Sociétés financières	Adminis- trations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
						2021-2022	2022-2023
Actifs non financiers (ANF)	19 084	9 758	6 157	379	2 790	4,6	- 3,7
Constructions et terrains	15 102	8 910	3 512	291	2 390	4,2	- 4,4
Logements	6 018	4 847	1 030	55	85	8,9	4,1
Autres bâtiments et génie civil	2 739	233	1 008	108	1 390	7,0	3,0
Terrains bâtis	6 346	3 829	1 473	128	916	- 0,1	- 13,7
Machines et équipements	792	41	692	21	38	5,7	5,1
Stocks	598	19	547	–	32	14,9	0,5
Autres actifs produits	726	213	303	22	188	7,7	4,0
Autres actifs non produits	1 866	575	1 104	45	142	3,5	- 5,9
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	42 081	6 924	14 547	18 908	1 703	- 2,3	5,9
Numéraire et dépôts	8 561	2 078	926	5 331	226	- 0,7	- 1,9
Titres de créance	4 514	46	185	4 230	53	- 8,6	10,4
Crédits	7 325	12	2 351	4 775	187	6,3	2,8
Actions et parts de fonds d'investissement	15 396	2 108	9 019	3 506	763	- 6,4	11,0
Actions et autres participations hors titres d'OPC ^{b)}	13 300	1 743	8 781	2 152	624	- 6,7	11,5
Titres d'OPC	2 096	365	238	1 354	139	- 5,1	8,1
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 313	2 113	45	149	5	- 12,5	4,6
Assurance-vie et droits à pension	2 012	2 012	–	–	–	- 13,1	4,9
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	61 166	16 682	20 705	19 287	4 493	- 0,1	2,7
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	42 358	2 115	17 407	19 131	3 706	- 2,6	6,0
Numéraire et dépôts	9 829	–	–	9 644	184	- 0,4	- 1,7
Titres de créance	5 405	–	672	2 065	2 667	- 9,0	13,3
Crédits	6 586	1 767	3 709	729	382	8,1	2,6
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	14 803	–	11 629	3 141	32	- 6,5	11,4
Actions et autres participations hors titres d'OPC	12 904	–	11 629	1 242	32	- 7,0	12,1
Titres d'OPC	1 899	–	–	1 899	–	- 2,9	7,1
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 336	–	–	2 336	1	- 12,3	4,6
Assurance-vie et droits à pension	2 027	–	–	2 027	–	- 13,0	4,8
Solde des produits dérivés (S)	- 133	0	- 1	- 131	- 1	ns	ns
Patrimoine financier net = (AF) – (PF) + (S)	- 410	4 809	- 2 861	- 354	- 2 004	- 35,0	27,0
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) – (PF) + (S)	18 674	14 567	3 297	25	786	5,7	- 4,2
Fonds propres^{c)} = (patrimoine net) + (passif en actions)	///	///	14 926	3 166	///	///	///

ns : non significatif ; – : actif ou passif non détenu ; /// : absence de résultats due à la nature des choses.

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) Organismes de placement collectif.

c) Les fonds propres des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Lecture : Fin 2023, le patrimoine économique national s'élève à 18 674 milliards d'euros, soit une baisse de 4,2 % par rapport à 2022.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

1 Le patrimoine des ménages, constitué majoritairement de biens immobiliers, a diminué en 2023

Le patrimoine des ménages constitue l'essentiel du patrimoine économique national (78,0%). En 2023, il a seulement légèrement décro (– 0,9%, après – 0,1%)

s'établissant fin 2023 encore à 14 567 milliards d'euros, soit environ 8,8 fois le revenu disponible net des ménages.

T2 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

(en %)

	Ménages ^{a)}			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	2011 moy./an	2021 moy./an	2022 moy./an	2011 moy./an	2021 moy./an	2022 moy./an	2011 moy./an	2021 moy./an	2022 moy./an	2011 moy./an	2021 moy./an	2022 moy./an
Actifs non financiers (ANF)	3,0	4,0	- 4,9	3,4	5,9	- 1,9	5,2	5,2	- 2,2	2,7	4,1	- 3,7
Constructions et terrains	2,9	4,0	- 4,7	3,0	4,8	- 3,7	5,3	4,7	- 4,4	2,6	4,1	- 4,0
Logements	3,3	8,8	3,9	4,0	9,4	5,0	4,5	9,0	4,1	3,1	7,6	3,3
Autres bâtiments et génie civil	1,8	6,9	3,1	1,8	7,5	3,4	4,7	7,5	4,4	2,1	6,7	2,6
Terrains bâtis	2,5	- 0,8	- 14,1	3,2	0,9	- 12,8	6,0	1,5	- 13,6	3,3	0,8	- 13,0
Machines et équipements	1,0	4,6	4,4	2,6	6,0	5,6	6,5	0,8	- 3,6	0,6	4,7	2,5
Stocks	1,3	25,2	3,0	3,0	14,6	0,4	–	–	–	5,3	14,0	0,3
Autres actifs produits	2,7	10,1	- 1,2	3,7	8,0	7,6	5,6	8,8	9,2	2,2	4,3	4,0
Autres actifs non produits	4,3	1,4	- 9,4	5,4	4,8	- 3,9	3,4	9,4	9,0	4,2	0,7	- 9,8
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	5,0	- 4,7	6,1	9,5	- 1,3	8,9	4,4	- 2,0	4,0	4,7	- 3,5	2,0
Numéraire et dépôts	4,8	4,5	2,6	8,7	2,2	- 2,8	5,6	- 2,6	- 2,5	9,4	- 8,2	- 19,4
Titres de créance	- 8,1	7,0	21,4	5,6	17,9	16,5	3,6	- 9,5	10,1	- 2,2	- 11,3	6,3
Crédits	- 8,8	- 1,3	7,3	5,4	8,8	3,6	4,6	4,9	2,7	2,7	10,5	- 1,5
Actions et parts de fonds d'investissement	7,6	- 6,7	10,4	12,7	- 7,1	11,9	6,2	- 4,6	8,8	5,5	- 6,9	12,5
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	4,2	- 12,8	5,1	- 0,6	- 6,7	9,2	6,9	- 10,0	- 3,3	- 0,8	- 6,2	8,7
Assurance-vie et droits à pension	4,4	- 13,1	4,9	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ensemble des actifs	3,8	0,4	- 0,6	7,2	0,9	5,4	4,5	- 1,8	3,8	3,4	1,2	- 1,6
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	3,2	4,2	1,4	8,1	- 1,9	8,9	4,8	- 2,6	3,8	5,1	- 9,3	6,4
Numéraire et dépôts	–	–	–	–	–	–	6,3	- 0,5	- 1,7	6,4	2,4	- 5,7
Titres de créance	–	–	–	6,0	- 13,9	6,6	0,9	0,1	21,9	5,2	- 13,1	9,0
Crédits	3,9	4,9	1,1	4,3	9,0	2,6	3,5	13,8	8,5	4,2	4,5	- 1,4
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	–	–	–	10,9	- 6,1	11,8	5,9	- 7,8	9,9	ns	2,2	2,2
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	–	–	–	–	–	–	4,2	- 12,3	4,6	16,8	18,3	19,8
Assurance-vie et droits à pension	–	–	–	–	–	–	4,5	- 13,0	4,8	–	–	–
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Patrimoine financier net ^{b)}	5,9	- 8,3	8,3	3,4	- 4,7	9,4	ns	- 32,1	4,9	5,5	- 13,9	10,6
Patrimoine (ou valeur nette)	3,8	- 0,1	- 0,9	3,4	15,0	- 10,0	ns	138,7	- 50,3	- 2,8	59,7	- 27,5
Fonds propres ^{c)} des sociétés	///	///	///	8,7	- 1,4	6,1	3,0	- 2,1	8,9	///	///	///

ns : non significatif ; – : actif ou passif non détenu ; /// : absence de résultats due à la nature des choses.

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi, une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

c) Les fonds propres des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Lecture : Fin 2023, le patrimoine économique des ménages diminue de 0,9%, après une baisse de 0,1% en 2022.

Sources : Insee, Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

Cette baisse résulte de la contraction du patrimoine non financier des ménages (– 4,9 %, après + 4,0 %, cf. tableau 2), redescendu à 9 758 milliards d’euros. La valeur des biens immobiliers détenus, qui ont constitué 91,3 % des actifs non financiers des ménages, s’est repliée (– 4,7 %, après + 4,0 %) sous l’effet d’une forte accentuation de la baisse du prix des terrains bâtis (– 14,1 %, après – 0,8 %), tandis que la valeur du bâti a continué de progresser (+ 3,9 %, après + 8,8 %).

Le patrimoine financier net des ménages a quant à lui augmenté de 8,3 % en 2023, pour atteindre 4 809 milliards d’euros, après avoir diminué de 8,3 % en 2022 (cf. encadré 1). Le resserrement rapide de la politique monétaire de la Banque centrale européenne à la suite de la hausse de l’inflation et le taux des opérations principales de refinancement passant de 2,5 % à 4,5 % ont eu des effets de recomposition significatifs.

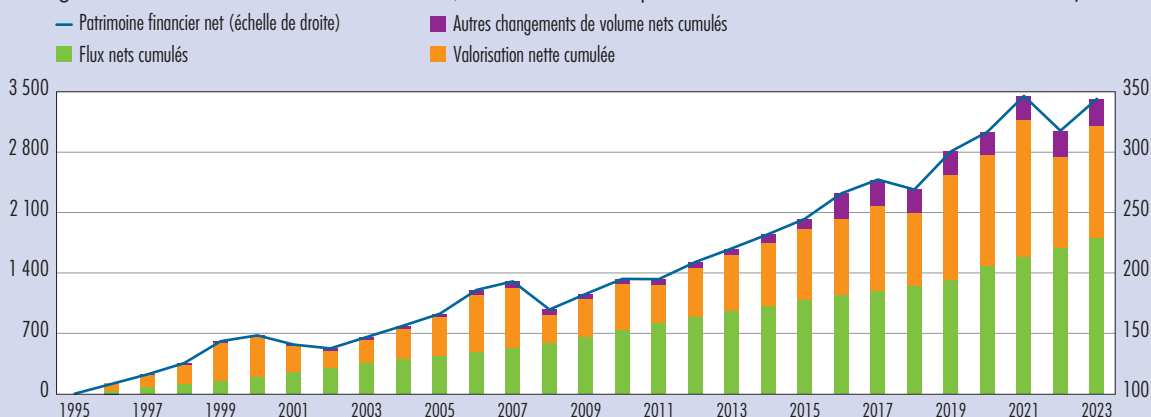
ENCADRÉ 1

Sur le long terme, le cumul des flux contribue majoritairement à l’accroissement du patrimoine financier net en base 100 de 1995

Le patrimoine financier net des ménages augmente tendanciellement depuis plusieurs décennies. Il a plus que triplé depuis 1995 (cf. graphique). Son évolution peut être décomposée en effet de prix et en effet de flux. L’accroissement sur la période 1995-2023 apparaît ainsi lié principalement aux contributions du flux net (53 %) et de la valorisation nette (38 %). La contribution des autres changements de volume nets est relativement plus faible (9 %).

Patrimoine financier net des ménages et contributions à l’évolution

(échelle de gauche : contributions en milliards d’euros ; échelle de droite : patrimoine financier net en base 100 de 1995)



Lecture : En 2023, le patrimoine financier net des ménages représente 3,44 fois celui de 1995 (indice 344 en 2023).

Le flux net cumulé en 2023 vaut 1 806 milliards d’euros.

Source : Banque de France, comptes nationaux en base 2020.

Le flux net s’accroît de manière régulière. Il augmente de façon plus marquée depuis le déclenchement de la pandémie de Covid-19 en 2020, et reflète la hausse du taux d’épargne. La valorisation nette progresse également, mais de façon plus heurtée. Des effets de valorisation négatifs sont ainsi venus diminuer temporairement le patrimoine financier net des ménages, notamment au moment de la crise financière de 2008 et dans le contexte post-pandémique en 2022.

À l'actif, les flux nets de placement des ménages se sont établis à 74 milliards d'euros pour les produits de taux, soit près du double des placements en produits de **fonds propres** (actions et assurance-vie en unités de compte), qui se sont élevés à 38 milliards d'euros. La hausse des taux a entraîné une réorientation de l'épargne des ménages : la progression des encours en numéraire et dépôts des ménages a ralenti (+ 2,6 %, après + 4,5 %) et, parmi les dépôts, les flux sont allés encore davantage vers des produits réglementés et des dépôts à terme, mieux rémunérés, au détriment des dépôts à vue et des livrets ordinaires qui enregistraient des décollectes. Les placements des ménages sous forme d'actions et de parts de fonds d'investissement ont rebondi (+ 10,4 %, après - 6,7 %). L'assurance-vie et les droits à pension, qui ont représenté 29,1 % des actifs financiers totaux des ménages, ont également rebondi (+ 4,9 %, après - 13,1 %). Les fonds d'assurance-vie en euros, en particulier, ont bénéficié de flux positifs.

Au passif des ménages, les crédits ont ralenti (+ 1,1 %, après + 4,9 %). Les flux nets, principalement composés de crédits immobiliers, sont tombés à 22 milliards d'euros en 2023, après 84 milliards d'euros en 2022.

2 Le patrimoine des sociétés non financières a nettement décliné en 2023

Fin 2023, le patrimoine des **sociétés non financières** (SNF) était en recul (- 367 milliards d'euros, soit - 10,0 %) à 3 297 milliards d'euros. Il a représenté 17,7 % du patrimoine économique national.

Le patrimoine non financier des SNF n'a que légèrement baissé (- 1,9 %, après + 5,9 % en 2022), pour s'établir à 6 157 milliards d'euros. La progression plus modérée des différents actifs fixes (+ 4,8 %, après + 7,8 % en 2022) – tels que la construction et les machines et équipements, qui ont représenté respectivement 67,2 % et 22,8 % des actifs fixes des SNF en 2023 – n'a pas compensé la baisse du prix des terrains (- 12,8 %, après + 0,9 % en 2022).

Le patrimoine financier net des SNF a baissé à - 2 861 milliards d'euros en 2023, après - 2 614 milliards

d'euros en 2022, la hausse des passifs l'emportant sur celle des actifs. Leur patrimoine financier net étant structurellement négatif – les fonds propres et les dettes financent majoritairement des actifs non financiers (bâtiments, machines, matériels informatiques, etc.) – la hausse des marchés boursiers joue mécaniquement à la baisse. L'augmentation du passif financier des SNF (+ 8,9 %, après - 1,9 %) a en effet résulté de la progression du prix des actions. Le rythme de progression des crédits contractés a diminué (+ 2,6 %, après + 9,0 %), en lien avec la hausse des taux d'intérêt et ce ralentissement a concerné aussi bien les crédits bancaires qu'interentreprises. En revanche, l'encours de titres de créance (billets de trésorerie, obligations, etc.) est lui reparti nettement à la hausse (+ 6,6 %, après - 13,9 %).

Les actifs financiers des SNF ont été allants en 2023 (+ 8,9 %), après avoir diminué en 2022 (- 1,3 %). Les actions et parts de fonds d'investissement ont augmenté (+ 11,9 %, après - 7,1 %), reflétant la hausse des cours boursiers. Les placements en numéraire et dépôts des SNF ont diminué (- 2,8 %, après + 2,2 %) et les crédits qu'elles ont accordés – essentiellement du crédit interentreprises – ont ralenti (+ 3,6 %, après + 8,8 %).

3 Le patrimoine des sociétés financières est par nature très limité

Fin 2023, le patrimoine des **sociétés financières** (SF) a diminué et est revenu à 25 milliards d'euros, soit 0,1 % du patrimoine économique national, le patrimoine non financier de 379 milliards d'euros étant presque contrebalancé par le patrimoine financier net de - 354 milliards d'euros.

La baisse de valeur des terrains bâtis (- 13,6 %, après + 1,5 %), qui ont représenté 33,8 % des actifs non financiers des SF, a entraîné une légère baisse du patrimoine non financier (- 2,2 %, après + 5,2 %).

Le patrimoine financier net des SF est resté débiteur, s'établissant à - 354 milliards d'euros en 2023, contre - 338 milliards d'euros en 2022.

4 Le patrimoine net des administrations publiques a baissé en 2023, après une forte hausse en 2022

Fin 2023, le patrimoine des administrations publiques (APU) a décliné (– 27,5 %), après sa forte hausse en 2022. Il est resté supérieur à son niveau de 2021 et s’est ainsi élevé à 786 milliards d’euros, soit 4,2 % du patrimoine économique national. Cette réduction résulte à la fois d’une baisse des actifs non financiers et d’une hausse du passif.

Le patrimoine non financier a diminué de 107 milliards d’euros en 2023 et s’est élevé à 2 790 milliards d’euros. En grande partie, ce patrimoine non financier est peu cessible. Comme pour les ménages, les constructions et terrains (85,6 % du patrimoine non financier des APU) expliquent cette réduction via le foncier (– 13,0 %, après + 0,8 %), malgré la hausse de 35 milliards d’euros des constructions non résidentielles (bureaux, ouvrages de génie civil, gymnases, établissements scolaires, musées, etc.). Ces actifs sont largement détenus par les administrations publiques locales (69,5 % en 2023).

Le patrimoine financier net des APU s’est établi à – 2 004 milliards d’euros en 2023, après – 1 812 milliards d’euros en 2022. Leurs actifs financiers ont été en hausse (+ 2,0 %, après – 3,5 %) du fait du net rebond des actions et des fonds d’investissement (+ 12,5 %, après – 6,9 %), tandis que leurs placements en numéraire et dépôts ont nettement diminué (– 19,4 %, après – 8,2 %).

Le passif financier des APU a rebondi en 2023 (+ 6,4 %, après – 9,3 % en 2022). Les encours de titres de créance, qui en constituent le principal mode de financement, ont augmenté (+ 9,0 %, après – 13,1 % en 2022). Les effets de valorisation ont contribué pour 4,1 points à cette évolution, en raison de la baisse des taux d’intérêt fin 2023 qui avait contribué à accroître la valeur de marché des titres de créance. L’accroissement des émissions nettes (+ 120 milliards d’euros, après + 100 milliards d’euros) y a contribué pour sa part de 4,9 points. La souscription de crédits a diminué (– 1,4 %, après + 4,5 %). Au total, la dette publique en valeur de marché a augmenté de 6,7 %, alors qu’elle a augmenté de 5,0 % pour la **dette au sens de Maastricht**, mesurée en valeur nominale.

ENCADRÉ 2

Sources

Les données sont issues des **comptes nationaux en base 2020**.

Définitions

Le **patrimoine** (ou « **valeur nette** ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers). Le **patrimoine financier net** s’obtient par la différence entre la valeur des actifs financiers et celle des passifs.

La valeur des **biens immobiliers** se compose de celle des bâtiments et de celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L’essentiel des plus-values immobilières se concentre sur les terrains.

Les comptes de patrimoine recensent les **actifs** et **passifs** économiques, c’est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers ou non financiers, ces derniers pouvant être le résultat de processus de production ou avoir une origine naturelle. Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d’année, sans consolidation intra ni intersectorielle. Cette valeur inclut donc les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégorie d’actifs. Ainsi, la valeur d’un actif ou d’un passif peut varier d’une année à l’autre, même en l’absence de flux nets de transactions, du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

.../...

Les **ménages** incluent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les résultats présentés dans cette publication sont à un niveau agrégé ; ils peuvent être complétés par des analyses sur la répartition du patrimoine entre ménages, fondées sur l'enquête Histoire de Vie et Patrimoine.

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières (SF)** et **non financières (SNF)**. Les sociétés financières incluent la banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les fonds de pension, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons : i) le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir ; ii) la dette publique est consolidée : elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations ; iii) la dette publique est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

Bibliographie

Banque de France (2024)

« Publication des comptes nationaux financiers en nouvelle base ».

[Télécharger le document](#)

Banque de France (2024)

Rapport sur l'épargne réglementée 2023, juillet.

[Télécharger le document](#)

Karmous (I.) et Ravary (A.) (2023)

« Le patrimoine économique national en 2022 – Une croissance modérée par le repli des prix du foncier », *Insee Première*, n° 1967 / *Bulletin de la Banque de France*, n° 248/3, septembre.

[Télécharger le document](#)

Éditeur

Banque de France

Directeur de la publication

Claude Piot

Rédaction en chef

Céline Mistretta-Belna

Secrétaire de rédaction

Nelly Noulain

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://www.banque-france.fr/fr/alertes/abonnements>

